

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 91 Décembre 2011

Durban : le sommet du grand renoncement

Le réchauffement climatique ? On a du mal à penser spontanément que c'est grave. Qui ne préfère, dans nos régions tempérées, quelques degrés de plus ?

Pourtant, ses effets néfastes sont déjà très visibles : inondations, tempêtes, sécheresse, fonte accélérée des glaciers... Les dix dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées, la température a augmenté de plus d'un degré en moyenne depuis le début du XX^{ème} siècle, ce qui est un réchauffement très rapide à l'échelle des temps géologiques.

Il est maintenant quasiment certain que **l'objectif de limiter à 2°C** l'élévation moyenne de température au cours du XXI^{ème} siècle **ne sera pas atteint**. Le scénario où on continuerait sur la trajectoire actuelle amènerait à un réchauffement de 6°C. Les **conséquences** seraient assurément **désastreuses** : fonte de la banquise, montée des eaux, déplacements de populations côtières, stress hydrique dans les régions alimentées en eau par les glaciers, chute des rendements agricoles, multiplication des phénomènes climatiques extrêmes...

De plus, le dégel des terres gelées en permanence dans les régions arctiques, le réchauffement des océans et l'assèchement des forêts tropicales auraient tendance à libérer le carbone immobilisé dans ces écosystèmes. On entrerait dans un monde inconnu sans retour en arrière possible...

L'humanité tout entière devrait faire bloc en face de cette menace. En 1992, le Sommet de la Terre, à Rio, avait marqué la prise de conscience de la gravité des menaces écologistes. Mais lutter contre le changement climatique est plus facile à dire qu'à faire. Il s'agit d'un phénomène qui ne peut avoir de solution qu'à l'échelle mondiale. Et qui implique des changements considérables tant au niveau de l'économie qu'au niveau des comportements individuels. Il s'agit surtout de restreindre l'usage des ressources énergétiques fossiles : or, celles-ci représentaient toujours, en 2010, 80 % de l'énergie primaire utilisée. Et les inégalités mondiales sont énormes (de 23 kg de CO₂ par habitant du Burundi à 53 474 kg au Qatar !...). A quoi s'ajoute la responsabilité historique des pays développés, du fait de la persistance dans l'atmosphère du CO₂ émis dans le passé.

La conférence de Durban sur le changement climatique s'est achevée sur un **accord sans engagement**, visant à diluer les responsabilités à travers la négociation d'un nouveau mandat pour 2015 qui ne serait applicable qu'en 2020.

Le traité de Kyoto reconnaissait la responsabilité historique des pays industrialisés et leur assignait des objectifs obligatoires de réduction des émissions jusqu'en 2012 – avec un engagement à définir une deuxième période de 2012 à 2017 (article 3). Le texte de Durban n'applique pas le traité. Pour cela il aurait fallu un amendement et un processus de ratification des États. Il a été seulement « pris note » de la nécessité d'examiner une nouvelle période d'engagements lors de la prochaine conférence, la « COP18 » qui se tiendra à Doha (Qatar) fin 2012. Pendant ce temps, le Japon, la Russie, le Canada et d'autres pourront ne pas respecter les obligations qu'ils avaient ratifiées. Plus encore, ce pourrait même être une aubaine pour justifier la négociation d'un nouveau traité.

La position des États-Unis a gagné du terrain et s'est finalement imposée : un nouveau processus de négociations devrait s'ouvrir, chargé de définir un nouveau « cadre juridique » à compter de 2020. Appliqué à tous les pays, sans distinction et sans être légalement contraignant, ce nouveau cadre enterrerait définitivement ce qui a constitué le fondement de la Convention climat de l'ONU en 1992 : la reconnaissance d'une responsabilité historique des pays industriels. Il établirait dans un texte commun les engagements et promesses des différents pays, ce qui, en l'état actuel des choses, conduirait à un réchauffement de plus de 4°C en 2050.

Des engagements financiers avaient été annoncés à Copenhague par les pays industrialisés (10 milliards par an jusqu'à 2012, 70 milliards par an jusqu'à 2020 et 100 milliards par an à partir de cette date). La mise en place de ce « fonds vert » a été l'appât et le moyen de pression à Copenhague et à Cancun. Mais, sur les milliards promis à Copenhague, les pays du Sud ne voient toujours rien venir. Aujourd'hui les seuls moyens de financement concrètement envisagés pour financer la lutte contre le changement climatique sont des fonds privés attirés par les marchés du carbone. C'est la raison essentielle de la défense du protocole de Kyoto par l'Union européenne, soucieuse de l'effondrement du marché européen. La gestion de ce fonds sera confiée, pour l'essentiel, à la Banque mondiale, et les entreprises pourraient y avoir directement accès.

Au moment où les rapports scientifiques convergent pour dire l'urgence des changements à mettre en œuvre, ce sommet des Nations unies restera celui du grand renoncement. Aujourd'hui, c'est clairement le rôle des populations d'imposer d'autres choix à une diplomatie climatique soumise, plus que jamais, aux intérêts géopolitiques et aux lobbies économiques et financiers. Crise climatique, crise économique et sociale, crise démocratique ne sont pas disjointes. Tout en affirmant notre solidarité concrète avec ceux qui vivent déjà les conséquences du changement

climatique, c'est à nous tous de lier et articuler nos propositions de transition, et de poursuivre la construction de rapports de force pouvant déboucher sur les traités internationaux dont nous avons besoin pour répondre au terrible défi du changement climatique.

(sources : Alternatives économiques, décembre ; communiqué AITEC/Attac France, 12 décembre)

Bonnes nouvelles

Elio Di Rupo : Après 535 jours sans gouvernement, la Belgique a enfin un premier ministre en la personne d'Elio Di Rupo, président wallon du PS. 7^{ème} d'une famille d'immigrés italiens, paysans sans terre, Elio Di Rupo est né en 1951 dans un camp de baraquements, au pied des charbonnages de Morlanwelz, dans le Hainaut. Son père meurt accidentellement en 1952, son épouse analphabète dispose d'une pension mensuelle de 300 francs belges (7,5 €) pour élever ses sept enfants. Elle doit envoyer trois de ses fils dans un orphelinat, mais garde le petit Elio auprès d'elle. Deux autres fils et une fille, rapidement mariés, l'aideront à survivre. « On n'avait rien, mais j'avais l'amour de ma mère », explique, dans un livre d'entretiens, celui que l'ascenseur social allait, malgré tout, porter vers les sommets. (*Le Monde*, 6 décembre).

Ile-de-France : tarif unique dans les transports en commun dès le 1^{er} janvier 2013. Ecologistes et socialistes sont parvenus à un accord pour la suppression des zones tarifaires qui s'appliquent à ceux qui empruntent les transports en commun en région parisienne (et qui pénalisent ceux qui habitent le plus loin de la capitale). Le but est de donner un coup de fouet aux transports en commun, et de pousser davantage d'usagers à délaisser la voiture. Dès la mi-2012, les zones tarifaires disparaîtront le week-end, en attendant la « révolution tarifaire » qui interviendra six mois plus tard. (*Le Monde*, 10 décembre).

La législation australienne antitabac, parmi les plus sévères du monde, **porte ses fruits :** aujourd'hui 15 % des adultes australiens sont fumeurs, contre 23 % il y a dix ans. Chaque année, 15 000 d'entre eux meurent de maladie liées au tabac, ce qui coûterait 23 milliards d'euros au pays (frais médicaux et perte de productivité). Le ministère de la santé veut imposer le vert olive sur tous les paquets de cigarettes (parce que cette couleur serait « répulsive »). (*M le magazine du Monde*, 19 novembre).

Le Sénat français adopte une proposition de loi punissant d'une simple amende (plutôt que d'une peine de prison) **le premier usage de drogue.** Le texte voté, auquel le gouvernement et l'UMP sont hostiles, doit être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour pouvoir poursuivre son parcours parlementaire. (*Le Monde*, 9 décembre).

Vivent les Zones Textiles Autonomes ! A Marseille, une « Zone Textile Autonome » regroupe, de façon encore informelle, de petites associations qui tournent autour de la récupération de vêtements usagés. Il s'agit, entre autres, de la personnalisation de fripes pour leur redonner une nouvelle vie ou la transformation en accessoires originaux (détournement de la cravate, par exemple). Cette activité est complétée par des animations, dans des centres sociaux notamment, autour de machines à coudre et auprès de publics variés, souvent appartenant à des classes défavorisées. Il s'agit d'aider des familles à maîtriser la partie habillement de leur budget par une autoproduction partielle, tout en luttant contre l'hégémonie des vêtements « de marque ». (*Silence*, décembre). Contacts pour ZTA contact@geraldinet.fr ou elise@trilogik.org.

Monde

Printemps arabe. Soyons honnêtes : ces lendemains électoraux de « printemps arabes » nous laissent la gueule de bois. Après le moment lyrico-révolutionnaire, retour au réel : la force dominante dans le monde arabe, ce sont les islamistes. Pas les courageux jeunes gens qui ont risqué leur vie au nom des libertés- d'expression, de mœurs, de rêve...

Le monde arabe est entré dans une phase de turbulences qui ne fait que commencer. Les Etats-Unis et l'Europe n'ont sur ces événements qu'une capacité d'influence limitée. Mieux vaut s'y faire. (*Alain Frachon*, *Le Monde*, 9 décembre).

Mais « le vrai problème a moins trait aux rapports de la religion et du politique qu'à la relation au néolibéralisme des partis issus de l'islamisme. La question à laquelle sont confrontés les musulmans, islamistes et laïcistes confondus, est sociale et non religieuse ». (*Jean-François Bayart*, *Le Monde*, 29 novembre).

Europe

Nouveau traité Merkel-Sarkozy : vers un krach démocratique (*communiqué d'Attac France*, 6 décembre). « Nicolas Sarkozy et Angela Merkel viennent d'annoncer leur volonté de faire adopter un nouveau traité européen dès le mois de mars, qui imposerait des sanctions «immédiates» et «automatiques» aux États dont le déficit dépasserait 3 % du PIB. Cette règle des 3% figure déjà dans le Traité de Maastricht, repris dans celui de Lisbonne, mais le nouveau traité la durcirait considérablement.

Ce nouveau traité exclurait explicitement de nouvelles restructurations des dettes publiques, et ce malgré qu'une renégociation de la dette ne se soit déjà avérée nécessaire pour la Grèce : il ne sera plus jamais question de faire contribuer le secteur financier et les banques, qui ont pourtant pris des risques inconsidérés pour elles-mêmes et surtout pour la société.

Ce traité entraînerait tous les signataires dans une nouvelle surenchère de nouvelles politiques d'austérité, de plus en plus injustes et inefficaces. Injustes parce qu'elles font payer aux citoyens une dette provoquée par la crise financière et les cadeaux fiscaux aux privilégiés. Inefficaces parce qu'elles approfondissent la récession et donc les déficits, et empêchent toute relance des investissements écologiques et sociaux.

Un traité Merkel-Sarkozy, décidé en quelques semaines sous la pression des agences de notation, ratifié par des parlements aux ordres et sans consultation des peuples, serait un véritable krach démocratique. Loin de permettre la

refondation d'une Europe solidaire, il organiserait la concurrence par l'austérité, et, en dernier lieu, la faillite de la zone Euro. Nous exigeons un référendum en France pour que le peuple puisse se prononcer.

Bien sûr, le traité de Lisbonne a conduit l'Union européenne dans l'impasse et il faut un nouveau traité. Mais pas pour rassurer les marchés : pour sortir l'Europe de leurs griffes ! Il faut permettre à la BCE de prêter directement aux États-membres à des taux raisonnables, voire nuls ; réaliser une profonde réforme fiscale en rétablissant une forte progressivité des prélèvements ; initier une harmonisation sociale et fiscale vers le haut ; construire un vrai budget européen en taxant les transactions financières, les bénéficiaires des multinationales et les émissions de carbone. Pour engager l'Europe dans la voie de la réduction des inégalités et de la transition écologique.

Un nouveau traité européen ne peut pas se préparer entre quelques chefs d'État mais dans le respect de la volonté des peuples européens. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est un vaste processus démocratique européen d'élaboration d'un nouveau traité, qui reflète non pas les exigences des marchés mais celles des peuples désireux de construire leurs solidarités ».

Roumanie. L'assèchement du Danube affecte la centrale nucléaire de Cernavoda. Les autorités envisagent l'arrêt des deux réacteurs si la baisse du niveau du fleuve persiste. (*Le Monde*, 6 décembre). [*En France aussi, les centrales nucléaires sont tributaires des fleuves pour leur refroidissement ...*]

France

« Assistanat », dit-il ! Notre modèle social serait menacé par la fraude et l'« assistanat ». C'est en tout cas l'idée qu'a défendue Tête-à-Claques dans son discours prononcé à Bordeaux le 15 novembre. N'hésitant pas à invoquer les mânes du général de Gaulle et de la Résistance, il a tout particulièrement dénoncé les fraudes aux prestations sociales. Dès sa campagne de 2007, il avait inventé ce mot d'« assistanat » (consultez le Larousse, le mot figure, mais dans le sens « dans l'enseignement supérieur, fonction d'assistant ») afin de stigmatiser les bénéficiaires de prestations sociales. Ce que dit le discours de Bordeaux, c'est que les prestations sociales ne sont pas un droit, mais une libéralité accordée par les contribuables et qu'il faut les mériter. Il ne s'agit donc plus de solidarité, mais de charité. Et cela, c'est une **trahison de l'esprit de 1945**.

Les fraudes aux prestations sociales représenteraient 3 milliards d'euros par an, selon le rapport de la Cour des Comptes. La fraude fiscale, elle, coûte douze fois plus cher... On ne sait pas que Sarkozy la combatte avec résolution...

En fait, 70 % des personnes éligibles à la composante « complément d'activité » du RSA n'y ont pas recours, et 15 % des personnes éligibles à la couverture –maladie universelle renoncent à faire valoir leurs droits... Pourquoi ? absence d'information, complexité des démarches, mais aussi crainte d'être stigmatisé ou de perdre l'estime de soi... (*Thibault Gajdos, Le Monde*, 22 novembre).

Redressement fiscal de 77 millions d'euros pour Liliane Bettencourt, qui s'ajoute à un premier redressement, d'une trentaine de millions d'euros. (*Le Monde*, 24 novembre). [*N'était-ce pas l'épouse du ministre du Budget qui était employée par Mme Bettencourt pour l'aider dans la gestion de ses affaires fiscales ? ...*]

Photowatt, pionnier français de l'énergie solaire, cherche un repreneur. Près de 70 000 cellules photovoltaïques y étaient produites chaque jour. L'entreprise reste la seule en France à maîtriser l'ensemble de la chaîne de fabrication du panneau solaire. Elle est victime du moratoire des aides publiques à la filière, décidée par le gouvernement en décembre 2010. « Dans l'esprit du public, le moratoire a eu un impact énorme. Ils se sont dit : le photovoltaïque, ce n'est plus rentable ». « [Le moratoire] nous a plombés. Avec toutes les nouvelles normes qui ont suivi, tous les tarifs ont été chamboulés. Sa mise en place fait que, aujourd'hui encore, nos carnets de commande sont vides ». « Aujourd'hui, les panneaux solaires se vendent en Europe, mais se produisent en Asie ». (*Le Monde*, 24 novembre) [*Quelle politique de Gribouille !*]

Pas écolo, le ski ! En raison du réchauffement climatique, les stations s'équipent de plus en plus de canons à neige. Pour « enneiger » un hectare, il faut 4000 m³ d'eau et 30 000 kWh... (*Politis*, 8 décembre).

Préférez les mouchoirs en tissu ! En France, pas moins de 20 milliards de mouchoirs en papier sont utilisés chaque année. Outre le problème des déchets –il faut trois mois pour qu'un mouchoir en papier jeté dans la nature disparaisse– le papier est une des causes de la déforestation. A la longue, le mouchoir en tissu est plus doux et moins cher. Certes, son lavage consomme de l'eau et de l'énergie, mais ce n'est rien comparé à l'industrie polluante du mouchoir en papier. (*Politis*, 17 novembre).

Veaux, vaches, poulets, empoisonnés par les PCB. Au sud de la Mayenne, des produits chimiques - les PCB- ont contaminé les élevages, contraignant les paysans à abattre leurs troupeaux. Tous sont voisins d'une usine de traitement de déchets industriels. (*Le Monde*, 27-28 novembre).

OGM. « Dans les nombreux pays où les VTH (végétaux tolérants aux herbicides) se sont imposés, on n'a pu que constater l'apparition rapide de mauvaises herbes résistantes aux principales molécules herbicides quelques années après leur mise en œuvre », selon un rapport de scientifiques de l'INRA et du CNRS.

Les VTH, dont les plus célèbres sont les plants génétiquement modifiés pour résister au Roundup –l'herbicide total de Monsanto- sont omniprésents en Amérique. Ils sont rares en Europe, où ils ne sont pas obtenus par transgénèse et ne sont donc pas considérés comme OGM. (*Le Monde*, 18 novembre).

Courrier des lecteurs

G. : que vous faites est formidable... à bientôt dans la révolution citoyenne

TV : Tout ceci n'est que la conséquence logique de la prédominance des marchés, c'est-à-dire de ceux qui financent la dette. Tant qu'on ne se donnera pas les moyens de revenir sur 30 ans pour une loi des finances rétroactive et faire payer ceux dont on a exonéré le légitime impôt et choisi de leur emprunter. C'est la légitimité de la dette qu'il faut contester pour retrouver l'autonomie.

MA : Cher Monsieur, Je ne fais pas de politique et je ne vous connais pas... De ce fait, arrêtez de m'envoyer constamment ce genre de message ayant pour but de donner des leçons que je ne saurais recevoir de vous et de votre orientation très précise dans les partis politiques. Bien à vous.

D.C. : Comme d'hab', j'ai lu ce numéro avec intérêt... et comme d'hab', je ne suis pas d'accord avec ton propos selon lequel "*la Commission et le Parlement européens se retrouvent hors circuit*". Pour le Parlement européen, certes, ce sont les traités qui le mettent hors circuit, tant il est vrai qu'il ne peut même pas proposer de directives. Pour la Commission, il n'en va pas du tout de même : elle a le monopole de l'initiative législative, elle conduit toutes les négociations commerciales au nom de l'UE, dont les exemples les plus récents sont le catastrophique traité de libre-échange avec le Canada, la négociation, toujours tout aussi secrète sur l'effroyable ACTA, celles avec l'OMC, où ses positions sont en tous points exécrales. Je te fais grâce du projet de directive "MIF" (Marché d'Instruments Financiers) qui propose de libéraliser encore et toujours les marchés de valeurs mobilières, avec les brillants résultats que nous observons tous. Ajoute à ça qu'elle en rajoute systématiquement dans le renforcement des politiques d'austérité des Etats membres, et tu conviendras avec moi que malheureusement, elle n'est pas du tout "*hors circuit*" !

Autre chose : je ris jaune en lisant les appels à la démocratisation de l'UE de B. Guetta. Je n'ai pas oublié ses dithyrambes sur le traité constitutionnel et sa propagande éhontée en sa faveur. Quel guignol !

JCM (à propos de l'édito et des réactions du G20 à la crise européenne) : Mon analyse de ces paradoxes est que les US retournent la crise (provoquée par eux) à leur avantage. Quand le Japon avait le vent en poupe dans les années 80 (Toyota, Honda étaient en train de laminer Ford et G.M., ils étaient leader en électronique ...) les U.S les ont bombardés avec plus méchant qu'une bombe atomique : une armée de « golden boys » pour leur expliquer les beautés de la nouvelle économie immatérielle. Résultat : une bulle spéculative sans précédent, notamment immobilière (le palais impérial au centre de Tokyo valait plus cher que le Canada tout entier), qui s'est terminée par une crise financière dont ils ne sont pas encore remis, heureusement pour eux (là-bas le patriotisme économique n'est pas un vain mot) la dette publique est entre les mains de créanciers japonais. Quand Nixon a décroché le dollar de l'or, il a fort bien expliqué que le cours du dollar n'était pas le problème des US, mais le problème des autres. La dette la plus abyssale est celle des US (dette publique plus dette privée). La solution est simple : faire tourner la planche à billet, ce qui revient à « euthanasier » les créanciers à petit feu (par l'inflation). C'est bon pour les US, puisque la majorité des créanciers sont étrangers (les Chinois notamment, et quelques banques européennes qui détenaient notamment des créances « *subprime* »). C'est un plus soft que le coup des emprunts russes, mais pareillement rentable pour l'émetteur de papier. On montre du doigt la Grèce, comme un éléphant qui veut se faire oublier désigne de sa trompe une puce : regarder cette vilaine bête comme elle fait peur !... D'où la légitime question : pourquoi la BCE ne peut-elle prêter aux états à taux faible ou nul ? Il y a deux raisons (au moins) : la première est que les Allemands n'ont accepté de lâcher le DM qu'à condition que l'Euro soit blindé contre l'inflation (à cause du mauvais souvenir des années trente, où il fallait transporter une brouette de DM pour acheter un pain), d'où le statut de la BCE mise hors d'atteinte des politiques, et avec la seule mission de lutter contre l'inflation (même si l'économie réelle doit en crever) ; la seconde est que l'administration européenne applique à la lettre les dogmes du néolibéralisme (avec le zèle des nouveaux convertis, qui veulent démontrer leur capacité à égaler leur modèle). Le Modèle garde sa liberté de manoeuvre et tout son pouvoir de séduction : « faites ce que je dis, et ne regardez pas ce que je fais (protectionnisme, interventionnisme ...) »

(... à propos de la prédiction : « Il nous faut donc nous attendre à bien des tempêtes d'ici l'élection présidentielle... ») :

Effectivement, le ressort de la politique étant l'insécurité, il faut bien s'attendre à ce que l'exécutif, qui joue sur cette corde avec succès depuis des années (la majorité des nouvelles lois sont des « boucliers » virtuels contre des menaces imaginaires : à quand une loi pour interdire la libre circulation des vampires sur la voie publique ?) sorte le grand jeu dans le bon timing. Le premier parti de France étant l'abstention, et la culture politique des couches jeunes et populaires étant faible, il n'y a rien de plus simple que de faire monter le FN au détriment d'une timide prestation de gôche pour rejouer le coup de 2002. Les mécanismes de la manipulation sont parfaitement démontrés dans « La stratégie du choc » de Naomi Klein (Cf. note de lecture de février 2009).

(... à propos des agences de notation) : Si les agences de notation sortaient leurs oracles après avoir sniffé n'importe quelle vapeur hallucinogène (comme à Delphes jadis), ou simplement les avoir joués aux dés, le résultat serait exactement le même. En effet la puissance des agences de notation ne vient pas de la pertinence de leurs analyses, mais de ce que ce sont des prophéties auto-réalisatrices (il ne s'agit pas de deviner quelle valeur va monter, mais ce que les autres vont faire comme paris). Les spéculateurs ne se demandent pas si les Agences sont géniales, de même que celui qui joue aux courses ne fait pas passer un test de Q.I. aux canassons, ou celui qui joue au casino espère que la roulette est réellement stupide (c'est à dire non pipée).

(et encore...) : On peut s'étonner du succès de la contre-révolution déclenchée par Thatcher+Reagan. Mais il faut comprendre que dans un monde extrêmement complexe, une idée ultra-simple (faire payer moins d'impôts aux riches) appliquée avec obstination pendant des décennies finit par avoir des effets considérables et changer la face du monde. C'est comme le vent qui agit imperceptiblement sur la moindre ride finit par soulever des tempêtes s'il s'applique suffisamment longtemps dans la même direction sur une grande étendue d'eau passive.

(« Les plans d'austérité sont inutiles » : Il ne faut pas croire que ce soit « inutiles » pour tous le monde : pour les ultra-riches un appauvrissement général n'est pas une défaite mais leur victoire. Le but de la concurrence n'est pas (contrairement à ce qu'on veut nous faire croire) une émulation qui vise à l'amélioration de tous, mais simplement l'occasion pour les plus agressifs de démontrer leur domination. Avec le niveau de prospérité matérielle atteint dans les pays développés, l'enjeu n'est ni la survie, ni le bonheur, l'enjeu est de ridiculiser son voisin. Un 4x4 surpuissant ne sert pas à franchir les marigots de Neuilly mais à regarder la piétaille de haut. Pour le puissant qui atteint son objectif, la disparition de toute vie sur Terre est un « dommage collatéral » tout à fait acceptable qui fait partie des règles du jeu. Il ne faut pas croire que les humains soient raisonnables. Comme le montre Bertrand Russell dans son bouquin « Essais Sceptiques », ce n'est pas la raison qui mène le monde, mais les passions. Si nos ennemis étaient un peu moins bêtes, c'est à dire s'ils étaient véritablement soucieux de leurs intérêts bien compris, le monde serait infiniment moins dangereux. Si Hitler, et ceux qui l'ont suivi, avait été véritablement soucieux de la réussite et du bonheur du peuple allemand, la seconde guerre mondiale n'aurait pas été déclenchée. Or elle l'a été, et la 3^{ème} est en route, avec bombes atomiques, du côté de l'Iran, d'Israël, ou de l'Inde et du Pakistan.

(« Les mouvements sociaux qui commencent à secouer l'Europe devront imposer [la rupture avec le néolibéralisme] » : Je suis totalement sceptique sur la probabilité que des mouvements sociaux de protestation puissent aboutir à quoi que ce soit dans ce sens. La révolution française a mis un siècle pour aboutir (jusqu'à, disons, la 3^{ème} République) et elle a été précédée de presque deux siècles de mûrissement des idées dans le sens d'un discrédit totale des dogmes de l'ancien régime (qu'on peut faire remonter à Montaigne Rabelais, voire les philosophes présocratiques). Il y a bien un fond de pensée écologie+solidarité, mais pas le moindre signe d'un programme ou d'un projet qui serait assimilable par les masses, en tout cas rien qui pèse tant soit peu face à la doxa distillée par le petit écran (le bonheur est dans la consommation ostentatoire et la fête obligatoire). On peut même se demander si les écrans ne sont pas en train de modeler le cerveau humain et si nous ne sommes pas déjà engagés de manière irréversible dans un cauchemar Orwellien.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ... Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance,

indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.